

# « Black » ne sortira pas en France

**Le film belge de Adil El Arbi et de Bilall Fallah est interdit aux moins de 16 ans par la commission de classification. Le distributeur français Paname annule sa sortie en salle.**

Toujours en état d'urgence jusqu'à fin mai, la France serait-elle en train de devenir frieuse plus que de raison ? Aurait-elle un blocage sur les sujets qui fâchent ou qui dérangent ? L'annulation de la sortie française du film belge *Black*, sorte de *Roméo et Juliette* dans la banlieue urbaine de Bruxelles, suite à un certificat 16+, renforce ce sentiment perceptible depuis les attentats de novembre dernier.

À la suite de l'interdiction du film de Adil El Arbi et de Bilall Fallah aux moins de 16 ans par la commission de classification, et aux réticences des exploitants de cinéma à le programmer dans le contexte actuel, Paname Distribution a décidé d'annuler sa sortie en salle prévue le 16 mars et prévoit une sortie en e-cinéma. En Belgique, où le film était également interdit aux moins de 16 ans, il a déjà accumulé un box-office de 1,5 million d'euros (soit près de 200.000 spectateurs),

l'un des plus importants de l'année pour un film belge.

Le producteur de *Black*, Frank Van Passel, regrette cette décision française qui est, selon lui, motivée « par la peur de son sujet suite aux attentats de Paris ». Extrêmement déçu, il ajoute : « Un label 16+ rend la sortie plus compliquée mais, tout comme en Belgique, cette décision a été prise à cause du message fort du film. Ce n'est pas totalement incompréhensible au vu des conséquences traumatisantes des attentats de Paris, mais cette décision donne quand même un sentiment de censure, ce qui la rend difficile à accepter. »

*Black* n'est pas le seul à s'être cogné comme à une forme de « censure » en France ces derniers temps. Voici deux autres exemples récents.

Prévu en salle le mercredi 18 novembre, *Made in France*, le film visionnaire de Nicolas Boukhrief, qui propose une plongée au cœur d'une cellule djihadiste, est en toute logique retiré des programmations de salles suite aux attentats du 13 novembre.

Le temps que le deuil se fasse, la sortie est repoussée, mais le film étant tellement stigmatisant, peu d'exploitants ont envie de le mettre à l'affiche. Finalement, *Made in France* ne sortira jamais en salles. C'est grâce au e-cinéma qu'il est visible en France depuis fin janvier.

Autre exemple : *Salafistes*, le documentaire controversé sur l'islam radical de François Margolin, coréalisateur avec le journaliste mauritanien Lemine Ould Salem. Le 27 janvier, jour de la sortie du film, Fleur Pellerin, alors encore ministre de la Culture, avait interdit ce film aux moins de 18 ans en raison de « l'extrême violence » de certaines scènes du film – diffusées sans commentaires – et conformément à l'avis de la commission de classification des œuvres cinématographiques. Saisie en urgence par les auteurs du film via leur société de production Margo Cinéma, la justice a tranché. Hier, le juge des référés a suspendu cette décision, abais-

sant l'interdiction de 18 à 16 ans.

Si cette décision réjouit l'équipe du film, elle jette un trouble sur le pouvoir décisionnel en la matière. Comme le confirme la déclaration de l'avocat du ministère de la Culture, Jacques Molinié, à l'AFP : « Nous sommes surpris de la décision du juge des référés du tribunal administratif de Paris car nous pensions que le fait d'abaisser l'âge d'interdiction pour un film relevait du pouvoir du ministre de la Culture. » La nouvelle ministre Audrey Azoulay pourrait reprendre la main et faire appel de cette décision. ■

FABIENNE BRADFER